

RÉGIONS

Prévenir la pauvreté...tout un programme

Bienne veut circonscrire la pauvreté d'ici à 2030.
Encore faut-il savoir combien de pauvres y résident.

MERCREDI 7 AVRIL 2021 ALAIN MEYER



La Ville de Bière (ici la mairie) veut identifier à temps le maximum de cas de personnes susceptibles de tomber dans la précarité. KEYSTONE

BIÈRE ► La ville de Bière veut détecter les signes avant-coureurs d'une paupérisation de sa population dans les années de l'après-Covid. Les autorités se projettent à l'horizon 2030 pour tenter de canaliser les effets collatéraux de la crise sanitaire. Présentée hier, sa «stratégie sociale» a pour but d'identifier à temps le maximum de cas de personnes susceptibles de tomber demain dans la précarité.

«Des systèmes précoces d'alerte doivent être développés», prône ce rapport publié par la direction de l'action sociale de cette agglomération de 56 000 habitants. Un hic toutefois: ses édiles ignorent – comme beaucoup d'autorités locales en Suisse – quel est désormais le nombre, même approximatif, de pauvres qui la peuplent. «Les statistiques manquent», se dédouane Beat Feurer, conseiller municipal en charge du dossier. Pour ses calculs et pour tirer aujourd'hui la sonnette d'alarme, il se base sur les 10,7% de personnes à l'aide sociale et un taux de chômage en nette augmentation depuis une année (6,6 % en février dernier contre 4,2 % un an plus tôt).

Miser sur l'éducation

Les profils des pauvres lui sont pourtant bien connus: migrant·es, sans-papiers, personnes sans formation, chômeur·euses de longue durée, familles monoparentales, retraité·es sans rentes complémentaires ou encore des malades sans ressources. S'y ajoutent désormais les secteurs de la gastronomie, de la culture, de l'événementiel. Même si «tous les détails ne sont pas encore disponibles, cette crise affecte aussi beaucoup les jeunes», explique-t-il au Courrier. Avec l'implantation prochaine d'un campus technologique derrière la gare, il espère que sa ville tirera son épingle du jeu «en misant à l'avenir sur l'éducatif».

Trois axes – prévention, perspectives et intégration – seront privilégiés pour lutter contre la pauvreté à Bienne. «Nous allons nous appuyer sur un réseau d'organisations et d'institutions actives dans le social car une ville, seule, ne peut pas tout faire», concède Beat Feurer. Il sera également fait appel au monde économique, le politique n'ayant pas toutes les cartes pour faire face à ce défi. Les entreprises de la région seront invitées à donner par exemple une chance aux personnes en fin de droits au chômage ou aux personnes aux capacités limitées. «Eviter de nouvelles pertes d'autonomie et encourager la capacité de résistance des personnes concernées face aux problèmes d'exclusion sociale», tel est le mot d'ordre d'un rapport qui entre en résonance avec l'Agenda 2030 de l'ONU et son objectif de réduction de moitié de la pauvreté dans le monde.

Caritas a commencé à développer un modèle de monitoring de la pauvreté pour cerner son évolution

«Image lacunaire»

Mais les outils de calculs manquent encore cruellement en Suisse pour évaluer réellement le taux de détresse d'une frange de plus en plus visible de la population. A fin septembre, entre deux vagues de Covid-19, Caritas Suisse avouait par exemple n'avoir ainsi qu'«une image lacunaire» de la situation actuelle. Selon l'organisation caritative, la faute est d'abord à imputer aux cantons, nombreux à ignorer l'état de précarisation de leur population. «Alors que constitutionnellement, ils ont pourtant l'obligation de faire en sorte que ces personnes vivent dans des conditions dignes.» Caritas concluait qu'à défaut d'une analyse factuelle et régulière de la situation, «on ne peut pas mettre en place une prévention et une lutte efficace contre la pauvreté».

De concert avec la Haute Ecole spécialisée bernoise, Caritas a donc commencé à développer un modèle de monitoring de la pauvreté pour cerner son évolution. Et partant aider les cantons à utiliser cet instrument pour bénéficier d'analyses comparatives. «Notre vision de la pauvreté est trop fragmentée», ajoutait Caritas, critiquant encore le fait que sur ces dix dernières années, «seulement la moitié des cantons ont publié un rapport social ou sur la pauvreté» en Suisse. Qui plus est, des rapports «de qualité variable» avec des données de base différentes. D'où l'importance désormais d'une méthodologie commune à l'ensemble des cantons. Et qui sait... des villes peut-être aussi.